

ÉCONOMIE : UNE NOUVELLE ÉTAPE DE LA CRISE SE PROFILE

page 11

6 709
abonnés
reçoivent ce numéro.
Et vous?
(page 16)

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



Enseignants, lycéens, postiers, cheminots, ouvriers, pilotes de ligne, employés de la Sécu...

ENSEMBLE! METTRE UN COUP D'ARRÊT AUX CONTRE-REFORMES DU GOUVERNEMENT

Pages 3 et 4



(AFP)

L'actualité politique et sociale

“Tous ensemble, le 12 novembre, à 11 heures, la Sécurité sociale s'arrête.”
Reportage dans les assemblées générales. page 5

Après le congrès de Reims, quel avenir pour le Parti socialiste? page 6

Dossier
La “réforme” des collectivités territoriales, c'est la fin de l'unité de la République. page 7

Vie du parti
Communiqué du POI : Il y a urgence à dire non à la dictature de l'Union européenne. page 8

L'actualité internationale
7 et 8 février 2009 : conférence ouvrière européenne pour la défense des droits des travailleurs. page 12

L'Algérie a-t-elle droit à la souveraineté? page 13

Dossier international
Bourses : les raisons de la crise. page 14

Informations ouvrières. Profitez de notre offre exceptionnelle. Pour tout nouvel abonné : 12 numéros : 10 euros

Un parti, pour quoi faire ?

FAUT-IL se réjouir de l'émiettement du Parti socialiste ou de la dislocation du Parti communiste ? Les partis sont une composante de la démocratie politique. Leur effacement derrière le « choc des personnalités » marque le renoncement à une véritable confrontation politique démocratique.

Royal ou Aubry ? Toutes deux s'accordent pour respecter le cadre fixé par l'Union européenne, ses institutions, ses directives. Mélenchon-Dolez ? Hostiles au traité de Lisbonne, ils annoncent pourtant une alliance électorale avec le Parti communiste au sein du Parti de la Gauche européenne, lui-même financé à 75 % par l'Union européenne (1). Quant à Besancenot, son NPA vient de publier deux résolutions de congrès (dont une sur les élections européennes) qui ne se prononcent ni pour la rupture avec l'Union européenne ni même pour l'abrogation du traité de Maastricht... N'y a-t-il pas un rapport entre cet alignement de tous sur l'Union européenne et la crise de décomposition qui secoue les partis ?

Pour notre part, nous avons fondé le Parti ouvrier indépendant il y a cinq mois, comme un outil non pas au service d'ambitions personnelles, mais au service d'une classe et d'une cause.

La classe ? Celle des opprimés et des exploités, qui subissent chaque jour davantage les conséquences de la crise de décomposition du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

La cause ? L'aide à la lutte de classe. Chant séculaire du mouvement ouvrier, *L'Internationale* proclame : « *Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni tribun, producteurs, sauvons-nous nous-mêmes.* » La lutte de classe est plus que jamais à l'ordre du jour.

Dans les mouvements en cours, en dépit des difficultés, des obstacles et des manœuvres diverses de certains « sommets », les travailleurs cherchent à se rassembler sur des mots d'ordre précis : retrait des mesures Darcos dans l'enseignement et du plan Bachelot de liquidation des hôpitaux et de la Sécurité sociale, refus de l'allongement de l'âge de départ à la retraite, refus de la liquidation du statut de cheminot relié au refus de la privatisation de la SNCF, refus de la privatisation à La Poste et de la destruction des diplômes nationaux pour les étudiants et les lycéens, etc.

Faut-il le souligner ? Chacune de ces revendications se dresse contre des mesures, lois, décrets, qui ne font que

transcrire des directives européennes issues du pacte de stabilité du traité de Maastricht. De fait, sur un plan politique, tous ces mouvements de lutte de classe tendent à converger vers un point unique : l'abrogation des directives et du traité de Maastricht, la rupture avec cette Union européenne rejetée par toutes les couches de la population.

Ne faut-il pas un parti qui aide à forger l'unité des travailleurs et de leurs organisations sur la base des revendications ? Ne faut-il pas un parti qui relie cette aide à la lutte de classe avec l'objectif politique : une démocratie authentique sur la base de la rupture avec l'Union européenne et de l'élection d'une Assemblée constituante souveraine par laquelle le peuple prendra en main son avenir et se donnera les moyens d'un plan de sauvegarde des intérêts de la population ? A qui s'intéresse non au jeu des personnalités, mais à l'avenir de la population et de la jeunesse, le Parti ouvrier indépendant (POI) propose ses solutions, ses initiatives et son combat pour l'unité, sans d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière dans son ensemble. ■

(1) Lire en page 8 le communiqué du POI.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre
de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef :

Lucien Gauthier

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

• Imprimerie :

Rotinfed 2000, Paris.

• Tirage :

20 000 exemplaires.

• Commission paritaire :

0909 C85 410.

• ISSN :

0813 9500.

• Rédaction :

Informations ouvrières
87, rue du F^{bs}-Saint-Denis,
CS 30016 - 75479
Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.

Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres

@fr.oleane.com

• Administration- abonnements :

Maïthé Dayan
Tél. : 01 48 01 88 22

01 48 01 88 41.

E-mail :

diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal :

à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016
75479 Paris Cedex

E-mail

informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Die Linke (La Gauche) : parlons-en...

PAR GOTTHARD KRUPP

LA « grande coalition » a décidé d'un « programme d'urgence » (Merkel) pour les banquiers et les spéculateurs, cela avec le soutien du cercle dirigeant du SPD, dans le cadre des 1 700 milliards du plan de sauvetage que la Banque centrale européenne a imposé aux gouvernements européens au nom de l'« union sacrée ».

500 milliards détournés des budgets publics au profit des riches, des banquiers et des spéculateurs. Rien n'est laissé pour des mesures d'urgence en faveur des écoles et des hôpitaux et pour protéger les salaires. Selon le président du DGB, M. Sommer, « *c'est une gifle dans la figure des contribuables* ».

Qu'a fait Die Linke ? Elle a annoncé qu'elle refusait son aval au plan de sauvetage au Bundestag parce qu'il n'avait pas été prévu de « *contrepartie suffisante* ». Ensuite, au Bundesrat, elle a voté pour, ouvrant ainsi la voie à ce programme de pillage. Le sénateur pour le commerce, Wolf (Die Linke), déclarait : « *Sans ce programme, la situation eût été encore plus désastreuse.* » Et de poursuivre : « *Nous sommes, nous, Die Linke, d'accord qu'il y a besoin en principe d'un tel programme.* » Et Oskar Lafontaine expliquait, lui, au Bundestag, qu'il était d'accord sur l'orientation technique du plan de sauvetage...

Tous les groupes au Parlement de Berlin, Die Linke incluse, étaient d'accord pour dire qu'il n'y avait « pas d'alternative » au plan de 500 milliards. Le budget de la ville est ainsi menacé de devoir supporter

une charge de plusieurs centaines de millions.

Résultat : quatre semaines ne s'étaient pas écoulées depuis l'adoption de ce programme de 500 milliards que le Sénat dirigé par la coalition SPD-Die Linke imposait aux 60 000 personnels de la ville une convention collective qui signifie pour les années à venir de nouvelles pertes de salaires, cela après un an et demi de combat et de grèves de plusieurs semaines dans les administrations et les services publics.

Cette décision provoque la colère et l'indignation des personnels : ils vont devoir non seulement accepter une nouvelle fois des pertes réelles de leur pouvoir d'achat, mais encore que leur convention soit une nouvelle fois séparée de la convention collective nationale. Ce qui menace, c'est le refus d'appliquer la convention collective pour imposer un « pacte de solidarité » et des baisses de salaires allant jusqu'à 12 %. Commentaire de Die Linke sur cet accord : « *L'accord honore la contribution des employés à la consolidation du budget de la ville.* »

Non, les travailleurs ne doivent pas payer deux fois la crise — une fois avec leurs impôts en faveur des spéculateurs et par une baisse de leurs salaires ! Non au programme du gouvernement de sauvetage des banquiers et des spéculateurs !

GOTTHARD KRUPP,

militant du SPD à Berlin,

membre de la rédaction

de *Soziale-Politik und Demokratie* ■



Programme socialiste

PAR CLAUDE JENET

de... 2012. C'est un fait que l'élection présidentielle occulte tout.

Posons-nous la question : quelles différences majeures existent entre les quatre motions arrivées en tête à l'issue du vote des adhérents du PS ? Bien sûr, chaque leader affirmera, avec véhémence, que sa « chapelle » est la plus apte à diriger le parti et préparer ainsi... la course à la présidentielle. Quid des programmes, quid des propositions, quid des propositions et du socialisme ? Comment, par exemple, ne pas être troublé par l'absence totale de condamnation du système capitaliste, alors que l'économie, dominée par ce principe, traverse l'une des crises majeures de son existence ?

Mais peut-on taire que le Parti socialiste, et quels que soient les courants, les tendances et les « écuries de la course à la présidentielle », a adopté dans son conseil national du 14 juin 2008 une **déclaration de principes qui constitue un ralliement, en bonne et due forme, à « l'économie sociale écologique de marché »**. Ironie du sort, ladite déclaration précise que les socialistes sont partisans « ... d'une économie de marché régulée

par la puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux ».

Depuis, la crise du système capitaliste, et pas seulement du système financier, est passée par là, exacerbant encore la fracture entre la référence affichée au socialisme et les choix idéologiques qu'imposent l'engagement en faveur du marché et son corollaire, « la concurrence libre et non faussée » édictée par l'Union européenne.

Les discours en trompe-l'œil, les « non-dits », les renoncements aux principes n'ont jamais servi la cause du peuple et nous persistons à penser que le socialisme est incompatible avec un système dont le moteur réside dans la recherche insatiable et immédiate de profits tirés de l'exploitation et de la spéculation. Depuis quand le capitalisme aurait-il, comme finalité, la satisfaction des besoins de l'humanité, le respect des droits de l'homme et le souci de l'intérêt collectif ? Un programme socialiste doit être conforme aux intérêts du peuple. C'est là le sens de la déclaration des quatre secrétaires nationaux qu'avec Gérard Schivardi, Jean Markun et Daniel Gluckstein, nous avons publiée (lire page 8). ■